

# Lettre aux maires de France qui aiment la France et veulent protéger notre civilisation

écrit par Jacques Lenormand | 20 décembre 2023





Avisss à tous les maires de France

Madame le maire, Monsieur le maire,

Avec le temps, vous allez être de plus en plus sollicités par une partie de vos administrés pour leur octroyer l'autorisation de la construction d'une mosquée. Ou pour déroger à la loi commune. Ou pour accorder un passe-droit pour motif ''religieux''.

La population musulmane augmente en France à une vitesse supérieure à celle du reste de la population. Et les revendications islamiques et islamistes de cette population musulmane croissent encore plus rapidement que sa démographie.

Cela tient à **la nature même de l'islam** qui, sous le couvert et sous l'aspect d'une religion (dont il a conservé certains rites et une liturgie), est avant tout un ordre social et politique ayant la conquête du pays puis du monde comme objectif. La prise de pouvoir sur notre pays commence par la prise de pouvoir sur votre commune. Vous serez applaudis et vous serez couverts de salamalecs le temps que vous assurerez « comprendre et apprécier leur légitime demande en lien avec le culte... ».

Or, notre identité française et notre civilisation occidentale (gréco-romaine et judéo-chrétienne) sont menacées par l'avancée de l'islam en France. Cet islam voué à la conquête par les textes coraniques n'est en réalité qu'un ersatz de civilisation que tout oppose à la nôtre. Et qui n'a pas sa place en France hors des cultes privés, domestiques.

L'islam, de par sa loi, refuse nos choix de vie, notre vision de l'égalité en droit des humains quel que soit le sexe, notre choix de la démocratie comme système politique

et des lois républicaines évolutives et adaptables à notre société, notre liberté de conscience individuelle et notre liberté d'expressions, notre fierté d'être parvenus à concevoir et à vivre la laïcité comme lien social, notre foi dans la capacité de l'Homme à préférer les solutions raisonnables plutôt que la violence.

**Un sondage IFOP dont le résultat est paru ce 19 décembre 2023 est terrifiant :**

**45 % des musulmans en France** considèrent que l'action, pourtant barbare et inhumaine, menée le 7 octobre dernier depuis la bande de Gaza contre Israël est « un acte de résistance contre la colonisation ». Et cet effrayant pourcentage monte à **50 %** chez les musulmans les plus pratiquants (ceux qui fréquentent les mosquées) et chez les enfants (ceux à qui le message coranique est patiemment ressassé) **vivant en France** (on n'ose pas penser le pourcentage dans les pays musulmans !). **Ainsi, la moitié des musulmans de votre commune peuvent être considérés comme des partisans du Hamas, surtout s'ils fréquentent une mosquée !** Et même, 28 % des musulmans vivant en France qui se rendent une fois par semaine à la mosquée expriment de la sympathie pour le mouvement terroriste du Hamas. Et il y a encore des maires qui assurent apprécier les bienfaits des mosquées en France !

Nous vous invitons à visionner cette vidéo (merci Paco !) dans laquelle on entend M. Benoît Payan, premier édile de Marseille, vendre Marseille à l'islam. Il se fait applaudir par de curieux paroissiens, mais aux postures qu'il prend pour articuler ses niaiseries et à ses silences gênés, on le devine torturé par sa conscience. Dans une semblable situation, nous vous souhaitons d'éviter la lâcheté et la trahison pour votre commune.

Son indécent léchage de babouches mérite d'être lu :

*« Marseille ne serait pas Marseille sans les musulmans (les Marseillais confirment : depuis 1973 et le débarquement incontrôlé d'une immigration principalement africaine et porteuse d'islam, 64 % de la population marseillaise subit une situation qui se détériore. Et 85 % de la population – 89 % chez les femmes – se plaignent de l'insécurité).*

*Une mosquée musulmane ce n'est pas simplement un lieu de prière. Ce n'est pas un simple lieu de rassemblement pour les fidèles.*

*Une mosquée, c'est un lieu de vie. Un lieu de partage. Un lieu d'harmonie, un lieu de paix. C'est un refuge.*

*C'est un lieu qui doit être le cœur de son quartier, le cœur de sa ville (bis). »*

M. B. Payan participe, honteux, gêné, étonné d'une telle lâcheté, mais il voit clairement, sans équivoque, comment l'islam va gangréner la France, cœur de commune par cœur de quartier et cœur de ville, jusqu'à la conquête finale du pays.

Nous vous en prions, Madame le maire, Monsieur le maire, sachez résister aux exigences toujours grandissantes des musulmans de votre commune qui rêvent d'un marquage visible, éclatant, de l'avancée de l'islam en France en vous demandant l'autorisation de la construction d'une nouvelle mosquée. Ou une dérogation à la loi commune.

Sachez répondre à leurs sollicitations par ce rappel courageux :

Ce n'est pas à la France de s'adapter à l'islam, mais c'est aux musulmans en France de s'adapter à nos lois, coutumes, mœurs et façons de vivre.

Nos salles communales, structures laïques, ouvertes à tous,

sont les véritables « lieux de vie, lieux de partage, lieux d'harmonie, lieux de paix, refuges. » Les véritables « cœurs du quartier et de la ville ». Cela, bien sûr, tant que la France n'aura pas été totalement islamisée et tant que les maires ne se soient pas couchés comme celui de Marseille.

Les musulmans qui estiment que la charia est supérieure aux lois françaises et que la vie selon les principes de l'islam est un impératif pour leur harmonie, leur paix, leur salut éternel, doivent être invités à vivre ailleurs qu'en France, terre laïque. Nous ne devons en rien les encourager à rester vivre en France s'ils cultivent un rêve islamique. Un rêve de domination de l'humanité. Ne participons pas à ce crime.

Nous avons le droit de nous opposer à l'avancée de l'islam en France. Et d'affirmer que toute construction d'une mosquée en France c'est travailler contre notre pays. Contre la paix, contre l'harmonie, contre notre civilisation. Et que toute dérogation à la loi commune ne sert en aucune façon la France, mais uniquement les intérêts de l'islam.

Nous vous prions d'agréer, Madame le maire, Monsieur le maire, l'expression de notre sincère considération républicaine.

